

Immeuble « Be Issy »,
14-16 Boulevard Garibaldi
92130 ISSY LES MOULINEAUX

REGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHE DE TRAVAUX N° 26D06C017D

Marché de travaux de curage, désamiantage et démolition – 24-28 rue Leriche, 75015 Paris

POUVOIR ADJUDICATEUR ET MAITRE D'OUVRAGE

SEQENS SOCIETE ANONYME D'HLM

Immeuble « Be Issy »,
14-16 Boulevard Garibaldi
92130 ISSY LES MOULINEAUX

Personne morale de droit privé soumise au Code de la
commande publique

Date limite de remise des offres

Date limite de réception : 17 juillet 2026 à 12h00

PROCEDURE DE PASSATION

Procédure adaptée en application des articles R.2123-1,
R.2123-4, R.2123-5 du Code de la commande publique (CCP)

ATTENTION - Comment être notifié des mises à jour du DCE ? L'entreprise doit disposer d'une inscription (gratuite) sur la plateforme <http://www.marches.securises> et doit s'identifier pour retirer le dossier. Si votre adresse électronique (adresse d'inscription) avec laquelle vous avez retiré le dossier vient à changer, il faut mettre à jour votre profil et ne pas recréer un nouveau profil.
Les candidats qui ne s'identifient pas au préalable ne pourront être alertés des mises à jour.

SOMMAIRE

1.	Préambule – présentation de Segens	4
2.	Protection des données à caractère personnel.....	4
3.	Présentation du marché.....	5
3.1.	Objet du marché de travaux	5
3.2.	Lieux d'exécution	5
3.3.	Procédure et forme du marché	5
3.3.1.	Procédure :	5
3.3.2.	Forme :	5
3.4.	Allotissement.....	5
3.5.	Réalisation de prestations similaires	6
3.6.	Tranches	6
3.7.	Attribution en cas de lots séparés.....	6
3.8.	Variantes	6
3.9.	Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
3.10.	Visite du site	6
4.	ORGANISATION DE LA MAÎTRISE DE L'OUVRAGE.....	6
4.1.	Maître de l'ouvrage	6
4.2.	Mandataire du maître de l'ouvrage.....	6
4.3.	Conduite d'opération	6
4.4.	Maîtrise d'œuvre	6
4.5.	Contrôle technique	7
4.6.	Coordination en matière de sécurité et de Protection de la Santé	7
4.7.	Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)	7
5.	DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION	8
6.	OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	8
6.1.	Modalité de retrait et de consultation des documents	8
6.2.	Composition du dossier	8
6.3.	Obtention de renseignements complémentaires	10
6.4.	Modification de détail des documents de la consultation	10
7.	CONTENU DU PLIS A REMETTRE PAR L'ENTREPRISE	10
7.1.	Documents à transmettre au titre des candidatures	10
7.2.	Candidature en cas de sous-traitance et de groupement momentané d'entreprises	12
7.2.1.	En cas de sous-traitance	12

7.2.2.	En cas de groupement momentané d'entreprises	12
7.3.	Documents relatifs à l'offre du candidat	13
8.	MODALITES DE REMISE DES PLIS.....	14
8.1.	Date et heure limites de réception des plis	14
8.2.	Mode de transmission des plis.....	14
8.2.1.	Transmission par voie électronique	15
8.2.2.	Format des fichiers remis par les candidats.....	15
8.2.3.	Signature électronique	15
8.3.	Copie de sauvegarde.....	16
8.4.	Recommandations et assistance au dépôt des plis électroniques	16
9.	SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	16
9.1.	Sélection des candidatures	16
9.1.1.	Examen des candidatures	16
9.1.2.	Exclusion	17
9.2.	Sélection des offres	18
9.2.1.	Examen des offres	18
9.2.2.	Critère de jugement des offres :	18
9.3.	Négociation	20
9.4.	Délai de validité des offres	21
10.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	21
10.1.	Attribution du marché	21
10.2.	Mise au point.....	22
10.3.	Langue	22
11.	CONTENTIEUX.....	22

MARCHÉ DE TRAVAUX

Dans la suite du présent document, Seqens est indifféremment désigné sous le vocable « pouvoir adjudicateur » ou « Maître de l'ouvrage ».

1. PREAMBULE – PRESENTATION DE SEQENS

Seqens est une filiale d'Action Logement, acteur de référence depuis plus de soixante ans dans le secteur du logement social et du logement intermédiaire en France. Partenaire de premier plan des politiques locales de l'habitat, Seqens a adopté la qualité de société à mission. La raison d'être de Seqens est : "Donner à chacun sa chance en innovant pour l'habitat".

Les objectifs sociétaux et environnementaux précisent cette raison d'être :

1. Offrir à nos locataires la qualité du service au quotidien, contribuer à la vie des quartiers et favoriser les parcours résidentiels et la mixité sociale ;
2. Réaliser notre transition écologique par la réduction de notre empreinte carbone et la maîtrise énergétique ;
3. Déployer l'ensemble de nos compétences d'opérateur global pour transformer la Ville ;
4. Avec nos parties prenantes, agir durablement en acteur économique responsable en qualité d'employeur, acheteur et investisseur

Seqens accompagne les politiques publiques en matière de logement et de politique de la ville et remplit une mission d'intérêt général à vocation sociale ayant pour objectif de proposer des logements de qualité aux personnes qui ne peuvent se loger sur le marché libre.

Elle intervient depuis l'achat de terrain, la conception et la réalisation des programmes jusqu'à leur gestion quotidienne et conduit également des opérations d'amélioration et d'entretien du patrimoine existant.

Enfin, elle participe à la politique de rénovation urbaine au travers d'un ambitieux programme d'opérations dans toute la France.

Pour plus d'informations, chaque candidat peut consulter le site internet : <https://www.seqens.fr/>

2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En application du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données (RGPD), les candidats sont informés que la société peut être amenée à traiter des données à caractère personnel les concernant (notamment, nom, prénom, fonction, numéro de téléphone, adresse mail) dans le cadre de la procédure de passation et de l'exécution du présent marché.

Les finalités de ces traitements sont la gestion des achats, des fichiers fournisseurs, la gestion des contacts, le contrôle de conformité sociale et fiscale du titulaire, l'évaluation de l'exécution du contrat, le paiement et la comptabilité, l'évaluation des fournisseurs, la prévention de la corruption et la gestion des contentieux et réclamations.

Ces traitements sont effectués par la société sur les bases légales de l'exécution des accords contractuels, du respect des obligations légales auxquelles elle est soumise et de son intérêt légitime à mettre en œuvre un suivi et une évaluation fournisseurs.

Ces données sont destinées aux prescripteurs internes de la société, à la direction des achats de Seqens et, le cas échéant, aux entités en groupement de commande et aux sous-traitants.

Ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du marché, et en cas de

contentieux jusqu'à exécution de la décision devenue définitive.

Conformément aux dispositions du RGPD, toute personne concernée par le traitement de ses données dispose notamment d'un droit d'interrogation, d'accès, de rectification, et d'effacement des données qui la concernent. Elle peut également s'opposer à leur traitement.

Ces droits s'exercent par mail à l'adresse électronique suivante : protectiondesdonnees@segens.fr.

Toute personne concernée par ces traitements a le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

3. PRESENTATION DU MARCHÉ

3.1. Objet du marché de travaux

L'objet du présent marché est la réalisation des travaux de curage, désamiantage, déplombage et de démolition d'un immeuble existant de type R+6, situé au 24-28 rue Leriche, 75015 Paris. Le bâtiment est principalement composé de box de stockage répartis du rez-de-chaussée au 5^e étage, ainsi que de logements situés au 6^e étage. Les prestations comprennent le tri sélectif, l'évacuation et la traçabilité des déchets issus des travaux, dans le cadre d'une démarche de gestion exemplaire des déchets. Les travaux devront être réalisés dans les règles de l'art et conformément aux spécifications des CCTP.

3.2. Lieux d'exécution

24-28 rue Leriche, 75015 Paris.

3.3. Procédure et forme du marché

3.3.1. Procédure :

Le présent marché est passé en procédure adaptée en application des articles R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5 du code de la commande publique (CCP).

3.3.2. Forme :

Le présent marché de travaux est un

- ☒ Marché ordinaire
- ☐ Marché fractionné à tranche (articles R 2113-4 et suivants du code de la commande publique)
- ☐ Accord cadre à bons de commande mono attributaire (articles R 2162-13 à R 2162-14 du Code de la commande publique)
- ☐ Accord cadre mixte (article R 2162-3 du Code de la commande publique)

Le marché est passé à prix mixtes. Il est passé à prix forfaitaire pour la partie non fractionnée du marché, sur la base du prix indiqué dans l'acte d'engagement. Il est conclu par l'émission de bons de commande au fur et à mesure du besoin, pour la partie fractionnée du marché, sur la base des prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires (B.P.U). La part du marché à bons de commande est passée sans minimum et avec maximum indiqué dans l'acte d'engagement. Le marché est traité sur la base de prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

3.4. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti pour des raisons techniques.

- ☒ L'objet du marché ne permet pas l'identification des prestations distinctes ;
- ☐ la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations ;
- ☐ la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ;

3.5. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement, avec le titulaire du marché, un marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, conformément à l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique. Il est rappelé que la durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial. Le montant envisagé pour la réalisation de prestations similaires est pris en compte dans le cadre de la mise en concurrence du présent marché.

3.6. Tranches

Sans objet.

3.7. Attribution en cas de lots séparés

Sans objet

3.8. Variantes

Sans objet

3.9. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet

3.10. Visite du site

La visite du site est obligatoire, programmée le 30 Juin 2026 à 14h.

Cette visite permettra aux candidats de prendre connaissance de l'état du bien et des contraintes qui seront à prendre en compte pour les travaux de démolition (accessibilité, avoisinants, ...).

4. ORGANISATION DE LA MAÎTRISE DE L'OUVRAGE

4.1. Maître de l'ouvrage

SEQENS, SA d'HLM au capital de 606 404 611,50 €

Immatriculée sous le n°582 142 816 au R.C.S. de Nanterre

Immeuble « Be Issy »,

14-16 Boulevard Garibaldi

92130 ISSY LES MOULINEAUX

4.2. Mandataire du maître de l'ouvrage

Sans objet.

4.3. Conduite d'opération

Sans objet.

4.4. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par OMEGA ALLIANCE.

4.5. Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par BTP CONSULTANTS.

4.6. Coordination en matière de sécurité et de Protection de la Santé

La coordination en matière de sécurité et de Protection de la Santé est assurée par APAVE.

4.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans Objet

5. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION

Le marché prend effet à compter de :

- ☐ Sa signature
- ☒ De l'ordre de service de démarrage
- ☐ De la date précisée dans le marché.

Les travaux, d'une durée prévisionnelle totale de 4 mois, se composent d'une période de préparation de 1 mois, et une période d'exécution de 3 mois.

6. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

6.1. Modalité de retrait et de consultation des documents

Le candidat peut consulter et retirer le dossier sur l'espace « entreprise » du site.

<https://www.seqens.fr/politique-dachat/>

https://www.marches-securises.fr/perso/Seqens_92/

- ❖ Il est impératif que les candidats retirent l'intégralité des documents, notamment pour identifier les interactions qu'il pourrait y avoir avec les lots pour lesquels le candidat ne soumissionnerait pas (pour le cas de marchés séparés). Le candidat remettant son offre est supposé connaître parfaitement l'ensemble des pièces mises à sa disposition et avoir posé toutes les questions nécessaires préalablement à son engagement.
- ❖ Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

6.2. Composition du dossier

L'ensemble des documents contractuels contenus dans le présent dossier de consultation est constitué par :

0. La Liste des Documents DCE

1. Le présent Règlement de consultation et ses annexes :

- **Annexe 1** : la fiche candidat,
- **Annexe 2** : le Guide DUME,
- **Annexe 3** : Attestation de prise en compte des CCAP et CCTP,
- **Annexe 4** : Attestation de non interdiction de soumissionner.
- **Annexe 5** : Bon de visite, signé par le représentant de SEQENS sur le site concerné
- **Annexe 6** : DC1
- **Annexe 7** : DC2

2. L'Acte d'engagement et ses annexes ;

3. Le Cahier des clauses administratives particulières — CCAP ;

4. Le Cahier des clauses techniques particulières — CCTP ;

5. Le Dossier technique, incluant notamment les pièces suivantes :

Intitulé de la pièce	Format
DPGF – Lot 01 Curage / Démolition	XLSX
PGC	PDF
Diagnostic amiante avant démolition	PDF
Diagnostic plomb avant démolition	PDF
Diagnostic PEMD	PDF
DT Concessionnaires	PDF
Planning prévisionnel	MPP
Plan de principe d'installation de chantier	PDF
Plan de phasage	PDF
Permis de démolir	ZIP
Dossier des Ouvrages Existants	
Plan Nivellement îlot – rue Leriche	PDF
Plan de façade	DWG
Plan de façade	PDF
Plan de niveau – 1er étage	DWG
Plan de niveau – 1er étage	PDF
Plan de niveau – 5e étage	DWG
Plan de niveau – 5e étage	PDF
Plan de niveau – 6e étage appartements	DWG
Plan de niveau – rez-de-chaussée	DWG
Plan de niveau – rez-de-chaussée	PDF
Plan de niveaux	PDF
Plan des toitures	DWG
Plan des héberges	PDF
Plan des héberges AB	DWG
Plan des héberges BC	DWG
Plan des héberges DE	DWG
Plan d'indication des coupes	PDF
Coupe longitudinale	DWG
Coupe transversale	DWG
Coupe longitudinale	PDF

6.3. Obtention de renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordres administratif et technique qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite adressée par courrier électronique à la plate-forme de dématérialisation : https://www.marches-securises.fr/perso/Segens_92/

Les candidats recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plateforme.

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard **5 jours calendaires** avant la date limite de remise des offres.

6.4. Modification de détail des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation **au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres**. Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié sans pouvoir élever une quelconque réclamation à ce sujet. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, **avant la date et heure limites de dépôt des offres**.

Si, pendant l'étude du dossier par le candidat, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7. CONTENU DU PLIS A REMETTRE PAR L'ENTREPRISE

Les documents remis par les candidats doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

La transmission des brochures, plaquettes ou documentations générales sans rapport direct avec le contenu de l'offre défini au présent article doit être évitée.

Par ailleurs, il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- Être clairs, concis et précis ;
- S'en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par Segens.

Chaque candidat doit remettre obligatoirement les documents et renseignements suivants :

7.1. Documents à transmettre au titre des candidatures

Dans un souci de simplification des formalités de réponse, les candidats devront présenter leur candidature en utilisant le service DUME (Document Unique de Marché Européen) mis à disposition sur notre profil acheteur. (Voir explication en annexe 3 du présent règlement – Guide DUME).

Le Document Unique de Marché Européen peut être remplacé par les formulaires de déclaration du candidat DC1, DC2, DC4. Le candidat s'attachera à fournir les modèles de documents précités dûment complétés.

La production des documents demandés dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.

Les documents suivants sont à fournir obligatoirement au titre de la candidature :

- **Pièce n°1 : La fiche candidat** dûment complétée.
- **Pièce n°2 : Le document intitulé « Document Unique de Marché Européen » :**

Pour simplifier ses démarches, le candidat est invité à compléter ce document en ligne en utilisant le service

DUME mis à disposition sur notre profil acheteur ;

ou à défaut :

☐ le formulaire type établi par la commission européenne.

Attention :

En cas de groupement momentané d'entreprises ou de déclaration de sous-traitance dans le cadre de la présente mise en concurrence, seront remis, en plus de la déclaration de marché unique européen du candidat ou du mandataire :

- Une déclaration unique de marché européen pour chacun des membres du groupement ;
- Une déclaration unique de marché européen pour chacun des sous-traitants présentés

Ce document, pour chaque opérateur économique intervenant dans le cadre de la consultation, sera obligatoirement complété comme suit :

- a) **Partie I : Information concernant la procédure de passation et le pouvoir adjudicateur** : à compléter exhaustivement par l'opérateur économique.
- b) **Partie II : Information concernant l'opérateur économique** : à compléter exhaustivement par l'opérateur économique en joignant, le cas échéant, l'ensemble des documents joints requis.
- c) **Partie III : Motifs d'exclusion** : à compléter exhaustivement par l'opérateur économique en joignant, le cas échéant, l'ensemble des documents joints requis.
- d) **Partie IV : Critères de sélection** : à compléter obligatoirement s'agissant du point A (« aptitudes ») puis, pour les autres points, des seuls items listés ci-dessous (et, le cas échéant, de tous les documents joints requis pour l'item correspondant) :

Seuls les informations et documents listés ci-dessous sont requis dans le cadre de la présente consultation, au titre des capacités financières, techniques et professionnelles.

L'opérateur économique a néanmoins la possibilité de compléter d'autres items concernant ses capacités financières, professionnelles et techniques. En effet, cette Déclaration Unique de Marché Européen a vocation, si l'opérateur économique qui la complète le souhaite, à être réutilisée dans le cadre de consultations à venir.

Partie IV : Critères de sélection - Capacités financières :

- Les chiffres d'affaires globaux, au cours des trois derniers exercices disponibles, et les chiffres d'affaires annuels dans les domaines d'activité couverts par la présente consultation, au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels que le candidat a souscrit

Partie IV : Critères de sélection - Capacités professionnelles et techniques :

- Les effectifs moyens du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Les références du candidat en matière de travaux similaires et notamment avec un bailleur social, avec un volet -prestations réalisées au cours des trois dernières années.

Le candidat ou l'équipe candidate devra justifier des compétences suivantes :

- Les certificats de qualification professionnelle/certifications délivrés par des organismes indépendants ou tout moyen de preuve équivalent à la qualification demandée portant sur :

Qualibat 1552 – Traitement de l'amiante

Qualibat 1112 – Démolition - Déconstruction (technicité confirmée)

Remarques : Les entreprises nouvellement créées pourront apporter la preuve de leurs capacités par tout autre document équivalent. Pour apprécier les capacités de ces entreprises, pourront être notamment produits les renseignements suivants :

- Pour les capacités financières : une déclaration appropriée de banque, production d'une attestation d'un agent d'assurance garantissant la conclusion d'un contrat en cas d'attribution, etc.
- Pour les capacités techniques et professionnelles : titres d'études et/ou expérience professionnelle des responsables, liste des matériels possédés par l'entreprise, attestation de fourniture de ces matériels en cas d'attribution de marché, etc.

e) **Partie V : Déclarations finales** : Cette partie sera dûment complétée et le document daté.

7.2. Candidature en cas de sous-traitance et de groupement momentané d'entreprises

7.2.1. En cas de sous-traitance

Si le candidat envisage de sous-traiter une partie des prestations égales ou supérieures à 600 euros TTC, il devra remettre, pour chaque sous- traitant présenté **dans le cadre de la remise de son offre** :

- Un Document Unique de Marché Européen (ou un DUME électronique – voir modalités figurant en annexe 5 du présent règlement de la consultation), complété intégralement des parties II, III et V. S'agissant de la partie IV de ce document, ne sont exigés que les renseignements et documents listés à l'article 7.1 du présent Règlement de la Consultation.
- Le candidat doit compléter l'acte d'engagement, qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement). Pour chacun des sous -traitants, le candidat devra joindre les renseignements exigés par les articles 2193-1 à 2193-7 du code de la commande publique.
- Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

Le titulaire pourra également faire appel à un sous-traitant **pendant l'exécution du marché**. Dans ce cas, il devra transmettre au même titre une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), accompagnée de l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité et dans le présent règlement de la consultation à l'article 7.1 du présent document.

La sous-traitance totale est prohibée.

La sous-traitance non acceptée et donc les conditions de paiement n'ont pas été agréées est interdite.

7.2.2. En cas de groupement momentané d'entreprises

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.

Dans ce cas, elle doit présenter, pour chacun des co-traitants :

- Un Document Unique de Marché Européen (modèle joint dans le Dossier de la consultation des entreprises ou un DUME électronique – voir modalités figurant en annexe 5 du présent règlement de la consultation), complété intégralement des parties II, III et V. S'agissant de la partie IV de ce document, ne sont exigés que les renseignements et documents listés à l'article 7.1 du présent Règlement de la Consultation.
- Les habilitations du mandataire à représenter ses cotraitants dans le cadre de la présente procédure de mise en concurrence (une habilitation par co-traitant).
- Le candidat joindra les annexes à l'acte d'engagement relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Le candidat, qu'il soit mandataire ou co-traitant du groupement, n'a pas la possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

7.2.2.1. Précision relative à la forme des groupements (R 2142-19 et suivants du code de la commande publique)

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-22 du code de la commande publique, aucune forme juridique déterminée n'est imposée, par le pouvoir adjudicateur s'agissant des groupements d'opérateurs au stade du dépôt de la candidature et de l'offre.

Toutefois, au stade de l'attribution et conformément aux dispositions de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Se gens souhaite ainsi se prémunir contre les risques d'une défaillance éventuelle de l'un des membres du groupement sur toute la durée du marché.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

7.2.2.2. Précisions relatives à la composition des groupements

Il est rappelé les dispositions de l'article R 2142-26 : « sans préjudice des dispositions de l'article L 2142-13, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché ».

Deux exceptions à ce principe sont prévues par ce même article :

- En cas de restructuration de société ou de procédure collective ;
- En cas de contrainte résultant d'une cause extérieure : cette exception reste appliquée de manière restreinte par le juge, excluant toute modification résultant d'une initiative propre au cotraitant sortant.

7.3. Documents relatifs à l'offre du candidat

Le candidat produira obligatoirement, tous les éléments constituant l'offre. Sous peine de voir son offre rejetée pour irrégularité.

Seront produits uniquement sous format dématérialisé :

- **Pièce n° 1 : L'acte d'engagement établi suivant le document compris dans le DCE** : à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) ;

Le candidat doit porter une attention particulière en renseignant les informations dans l'acte d'engagement (pièce essentielle constitutive du marché), notamment en ce qui concerne les informations financières. Le montant renseigné dans l'acte d'engagement doit correspondre au montant renseigné dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

En cas de discordance constatée dans le montant de l'offre, les indications portées en lettres prévaudront sur celles portées en chiffres, lesquelles indications portées en lettres seront prises en considération pour le jugement des offres.

Au même titre, en cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées sur l'Acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant mentionné dans la décomposition du prix global et forfaitaire sera rectifié en conséquence.

Dans l'hypothèse où le montant de l'offre serait ambigu ou incertain notamment en raison d'erreurs de multiplication, d'addition ou de report dans les annexes financières, le pouvoir adjudicateur pourra demander au soumissionnaire des précisions sur son offre, ou l'inviter à rectifier, sans que le soumissionnaire ne puisse en modifier la teneur, conformément à l'article R2161-5 du code de la commande publique. Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de la décomposition qui sera pris en considération.

- **Pièce n°2 : La Décomposition du Prix global et forfaitaire ou BPU** (annexe 1 à l'acte d'engagement – D.P.G.F ou BPU) complétée, datée et signée (le montant doit correspondre au montant indiqué dans l'acte d'engagement) ;
- **Pièce n°3 : Bon de visite, signé par le représentant de SEQENS sur le site concerné ou attestation de visite remplie par le candidat**
- **Pièce n°4 : Le mémoire technique** et organisationnel, clairement identifié et contenant les éléments listés à l'article 9.2.2 permettant d'apprécier la valeur technique. Ce document devra respecter la limite de 25 pages, maximum hors annexes ; le non-respect de cette condition pourra entraîner une notation pénalisant de sa valeur technique

En particulier, le mémoire justificatif du candidat devra contenir :

-Moyens humains et matériels

-Mesures spécifiques à l'opération

-Modalités d'installation, plans d'installation de chantier

-Planning

-Gestion de l'environnement de chantier

Le contenu du mémoire technique doit être en corrélation avec les critères d'analyse des offres. Il est recommandé de prévoir un cadre de mémoire technique et de mentionner dans ce cadre les principaux éléments attendus. Le nombre de page maximum éventuellement fixé par le règlement de consultation doit être en corrélation avec le nombre de points affectés à la qualité de l'offre.

- ❖ A défaut de signature électronique des documents pour lesquels celle-ci est requise, une régularisation sera possible après remise des plis. En tout état de cause, si ces documents ne sont pas signés dans les délais impartis dans la demande de régularisation, la candidature et/ou l'offre du candidat sera(ont) déclarée(s) irrégulière(s).
- ❖ A défaut de remise d'offre dématérialisée, il sera demandé au candidat, dans le cadre d'une demande de régularisation, de se mettre en conformité avec le règlement de la consultation. A défaut de mise en conformité dans les délais impartis, l'offre papier qui aura été remise sera déclarée irrégulière.

8. MODALITES DE REMISE DES PLIS

8.1. Date et heure limites de réception des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des plis indiquées sur la page de garde du présent document. Les plis qui sont reçus ou remis après ces dates et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés. En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis.

8.2. Mode de transmission des plis

8.2.1. Transmission par voie électronique

Les candidatures devront être transmises uniquement par voie électronique. **La transmission sous support papier n'est pas autorisée. Les candidatures envoyées par télécopie et par courriel ne seront pas acceptées.**

Les candidatures sont envoyées électroniquement sous la seule responsabilité des candidats.

Il est attendu du candidat une réponse par envoi électronique sur le profil acheteur de Seqens accessible à partir de l'adresse suivante : https://www.marches-securises.fr/perso/Seqens_92/

La réponse électronique doit être effectuée :

- Dans les conditions fixées par l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, ainsi que par les arrêtés du 27 juillet 2018 (JORF n°0178 textes 21, 22 et 23) relatifs notamment aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics,
- Conformément aux articles 8.2 à 8.4 du présent règlement de consultation,
- Selon les Conditions Générales d'Utilisation de la plate-forme de dématérialisation, transmises en annexe du présent règlement de consultation.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des plis peuvent être modifiées.

Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site Internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée ci-dessus est nul et non avenue (hors recours au coffre-fort numérique, au sens de l'arrêté du 27 juillet 2018 relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics).

Les candidats doivent prendre connaissance des prérequis techniques relatifs au dépôt des candidatures qui sont détaillés sur la plate-forme de Seqens et rappelés dans l'annexe « Marchés sécurisés - Guide entreprise – Réponse électronique ».

Cette annexe fait également état des formats de fichiers devant être obligatoirement remis par les candidats.

8.2.2. Format des fichiers remis par les candidats

Pour compresser les fichiers, les logiciels du type 7-zip ou .zip doivent être utilisés.

Chaque candidat doit préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par Seqens peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé

8.2.3. Signature électronique

Les candidatures transmises par voie électronique ou envoyées sur support physique électronique doivent être signées au moyen d'un certificat de signature électronique qui garantit notamment l'identification du candidat.

A compter du 1er avril 2019, et en application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, les candidats doivent utiliser une signature électronique « avancée » reposant sur un « certificat qualifié » tel que défini par le règlement européen du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques.

Le certificat de signature électronique qualifié doit être délivré soit par « un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé soit par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

L'arrêté du 22 mars 2019 abroge l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de cet arrêté demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Une liste de Prestataires de Services de Confiance électronique (PSCe) qui peuvent fournir un certificat est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.lsti-certification.fr/fr/>

8.3. Copie de sauvegarde

Il est **possible d'envoyer une copie de sauvegarde** sur support papier ou sur support physique électronique à l'adresse figurant en annexe 1 du présent règlement de la consultation.

Celle-ci devra être envoyée en ajoutant la mention « **COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR** ». Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par Seqens,
- Lorsqu'une candidature ou une offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue à Seqens dans les délais ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais

8.4. Recommandations et assistance au dépôt des plis électroniques

Les candidats sont invités à anticiper la remise de leurs plis en prenant connaissance des conditions d'utilisation de la plate-forme de dématérialisation :

Pour toute demande d'assistance technique, question ou problème rencontré pour le dépôt du pli sur la plateforme, le candidat peut :

- Cliquer sur le bouton de l'Aide en ligne de la plateforme qui expose le mode opératoire de dépôt des candidatures et des offres.
- Contacter la hotline de la plateforme : 04 92 90 93 27

9. SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Attention : Seqens communiquera uniquement de manière électronique pour les échanges éventuels avec les candidats.

A cet effet, le candidat précise des courriels de référence (Cf. « fiche coordonnées du candidat »). A défaut, le courriel indiqué lors du retrait du DCE servira de courriel de référence.

9.1. Sélection des candidatures

9.1.1. Examen des candidatures

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 et suivants du code de la commande publique.

Eu égard à l'objet du marché, les compétences minimales et certifications attendues des candidats sont :

Qualibat 1552 – Traitement de l'amiante

Qualibat 1112 – Démolition - Déconstruction (technicité confirmée)

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées à l'article 7.1 du présent règlement sont manquantes ou incomplètes, il peut être décidé soit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces, dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à dix jours, soit d'éliminer la candidature. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées.

La candidature sera jugée au regard de la capacité technique, financière et professionnelle de la société

candidate, conformément aux exigences formulées à l'article 7.1 et 7.2 du présent règlement.

9.1.2. Exclusion

Conformément aux articles L. 2141-7, L. 2141-8 et L. 2141-10 du CCP, l'Acheteur peut exclure de la procédure de passation un candidat qui a :

- au cours des trois années précédentes, lors de l'exécution d'un marché public antérieur avec l'Acheteur, avec l'une des sociétés du Groupe Seqens :
 - dû verser des dommages et intérêts,
 - été sanctionné par une résiliation de son marché,
 - fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles.
- entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'Acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché, ou a fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
- par sa participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, eu accès à des informations susceptibles de fausser la concurrence ;
- par sa candidature, créé une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens.

Conformément à l'article L.2141-9 du CCP, l'Acheteur peut également exclure de la procédure de passation d'un marché les candidats à l'égard desquels il dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

Pour tout candidat qui serait concerné par les exclusions susvisées, conformément à l'article L. 2141-11, la candidature doit être complétée par un courrier (maximum 2 pages) détaillant les mesures correctrices mises en place pour supprimer les problématiques rencontrées ou établissant que sa participation à la procédure de passation du marché n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. A défaut de fournir ces éléments au moment de la candidature ou sur demande de l'Acheteur lors de l'analyse ou en cas de réponse non satisfaisante, la candidature pourra être écartée.

Lors du dépôt des candidatures, tout candidat doit informer l'Acheteur de ses liens juridiques et financiers existant avec d'autres candidats. Il doit notamment préciser :

- s'il est filiale d'une des autres sociétés candidates au sens de l'article L233-1 du code de commerce ou,
- s'il est contrôlé par une autre société candidate au sens de l'article L233-3 du même code ou,
- si avec d'autres sociétés candidates sans liens juridiques ou financiers entre elles (« sociétés sœurs ») ils constituent des filiales d'une même société ou sont sous son contrôle (articles L233-1 et L233- 3 du code de commerce).

Le cas échéant, le candidat doit alors justifier par tout moyen, qu'il dispose d'une autonomie commerciale de nature à garantir l'élaboration d'une candidature et d'une offre totalement indépendantes afin de prévenir tout risque de concertation.

En ce sens, les candidats concernés doivent pouvoir justifier :

- De moyens humains et techniques strictement distincts
- D'une absence totale de similarité de leurs offres pour un même lot

A défaut de respecter ces conditions, l'acheteur devra considérer les candidats comme un seul et unique soumissionnaire.

Conformément aux articles R. 2143 – 7 à 10 du code de la commande publique, l'Acheteur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les candidats qui n'ont pas souscrit les déclarations en matière fiscale ou sociale ou n'ont pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles.

Les candidats dont l'expérience et les capacités professionnelles, techniques ou financières apparaîtraient insuffisantes ou sans rapport avec le besoin exprimé, verront leur candidature éliminée.

Conformément à l'article L.2141-12 du CCP, le candidat est par ailleurs tenu d'informer l'Acheteur, pendant tout

le déroulement de la consultation, de l'ouverture à son encontre d'une procédure collective, ou de son évolution si cette procédure collective est déclarée au moment de la remise des candidatures.

9.2. Sélection des offres

9.2.1. Examen des offres

Les offres inappropriées, sont éliminées conformément à l'article R2152-1 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2152-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Une offre irrégulière est une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, ne respecte pas les exigences formulées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elle est incomplète, ou méconnaît la législation applicable, notamment en matière sociale et environnementale.

Lors de l'analyse, le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre apparaît anormalement basse. Cette demande ne peut ni aboutir à une modification de l'offre.

Le classement des offres sera établi sur la base de la note totale obtenue à partir des critères pondérés exposés ci-dessous.

9.2.2. Critère de jugement des offres :

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues par les articles R.2152-1 et suivants, R2152-6 et suivants et R2152-11 du code de la commande publique.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération respective :

La notation est sur **100** points répartis comme suit :

9.2.2.1. La valeur technique de l'offre :

La notation est sur 50 points répartis comme suit :

Pour le calcul de la note attribuée au candidat en matière de mémoire technique et Gestion de l'environnement de chantier, le candidat doit apporter toutes précisions qu'il juge utiles sur les aspects énoncés ci-dessous.

Critère	Points critère	Sous-critère	Points sous-critère	Éléments attendus
Organisation du chantier	15 pts	Organisation générale du chantier	4 pts	Description claire de l'installation de chantier, gestion des accès, circulation interne, zones de stockage, base vie, gestion des flux déchets et approvisionnements.
		Prise en compte des contraintes d'accès, notamment rue étroite et en pente	4 pts	Analyse des contraintes spécifiques du site, solutions de livraison, rotation des camions, horaires adaptés, dispositifs de sécurité et de régulation des circulations.

Critère	Points critère	Sous-critère	Points sous-critère	Éléments attendus
		Communication et gestion des riverains	3 pts	Information préalable, affichage chantier, interlocuteur dédié, gestion des nuisances, procédure de traitement des réclamations.
		Organisation de l'entreprise et encadrement	2 pts	Organigramme détaillé, identification des responsables, effectifs dédiés, suppléances.
		Insertion professionnelle	2 pts	Présentation des engagements de l'entreprise en matière d'insertion professionnelle, nombre d'heures d'insertion prévues, modalités d'accompagnement des publics éloignés de l'emploi, partenariats éventuels avec des structures d'insertion ou organismes spécialisés, suivi et traçabilité des heures réalisées.
Méthodologie de désamiantage	10 pts	Méthodologies de retrait par processus	4 pts	Description des processus de retrait adaptés aux matériaux identifiés, modes opératoires et séquençage des interventions.
		EPC / EPI et gestion des confinements	3 pts	Moyens de protection collective et individuelle, gestion des confinements, décontamination.
		Gestion des déchets amiantés	2 pts	Conditionnement, stockage, traçabilité et évacuation vers filières agréées.
		Plan d'installation spécifique désamiantage	1 pt	Organisation des flux propres/sales et zones réglementaires.
	5 pts	Organisation du curage sélectif	2 pts	Identification des étapes de curage, séquençage avant démolition et gestion des interfaces.
Méthodologie de curage sélectif et valorisation matière		Tri à la source et séparation des flux	1,5 pt	Identification des filières et gestion différenciée des déchets.
		Valorisation et réemploi des ressources	1,5 pt	Mesures favorisant le réemploi, la réutilisation ou le recyclage des matériaux et équipements.
Méthodologie de démolition	15 pts	Méthodes de démolition proposées	5 pts	Description détaillée des techniques, matériels et moyens utilisés.
		Phasage des travaux	3 pts	Déroulement cohérent des opérations tenant compte des

Critère	Points critère	Sous-critère	Points sous-critère	Éléments attendus
				contraintes du site.
		Protection des avoisinants et ouvrages conservés	3 pts	Mesures de protection des bâtiments voisins, voiries, réseaux et tiers.
		Gestion des nuisances	2 pts	Réduction des poussières, bruit, vibrations et salissures.
		Gestion des déchets et méthodologie de sciage	2 pts	Organisation des évacuations, tri, découpe et désolidarisation des ouvrages.
Planning d'exécution	5 pts	Respect du planning enveloppe MOE	2 pts	Cohérence avec les délais imposés dans le dossier de consultation.
		Cohérence des moyens humains et matériels	2 pts	Adéquation entre les ressources annoncées et les délais proposés.
		Qualité du planning fourni	1 pt	Planning lisible, détaillé, phasé et mettant en évidence les jalons principaux.
TOTAL	50 pts		50 pts	

9.2.2.2. Le prix des prestations

Pondération globale : 50 points

Sous-critère	Pondération	Modalités d'évaluation
Fiabilité de l'offre	10 points	Analyse de la complétude de DPGF et de la cohérence du prix au regard du projet.
Prix	40 points	Note attribuée au candidat = $\frac{40 \times \text{Prix le plus bas}}{\text{Prix proposé par le candidat}}$

Cet examen reposera sur l'exploitation des documents produits par le candidat dans sa proposition.

9.3. Négociation

Seqens se réserve la possibilité de négocier les conditions du marché avec au plus les trois meilleurs candidats. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. Il est donc de l'intérêt du candidat d'optimiser son offre initiale.

A l'issue des négociations, les candidats remettront une offre modifiée dans un délai égal pour tous les candidats. La date limite fixée pour la remise de ces offres modifiées fait repartir le délai de validité des offres indiqué à l'art. 9.4 du présent règlement.

En vertu de l'article R.2152-1 du code de la commande publique, les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement

basses.

Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées. La régularisation ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

9.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent-quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres précisée en page de garde du présent règlement.

10. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

10.1. Attribution du marché

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire, en attendant que le ou les candidats et les éventuels sous-traitants présentés produisent, dans le délai imparti, **sur la plateforme en ligne e-attestation mis à disposition par Seqens**, les certificats et attestations suivants, en application des articles R2143-6 et suivants et R2144-4 du code de la commande publique :

- a. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.
Un opérateur économique établi à l'étranger produit un certificat équivalent, établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou de détachement.
- b. Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales au dernier jour du mois précédant la demande d'attestation.
Un opérateur économique établi à l'étranger produit un certificat équivalent, établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou de détachement.
- c. L'attestation sur l'honneur d'absence de lien avec la Russie.
- d. Le plan de vigilance prévu par l'article L 225-102-4 du code de commerce.
- e. S'il y a lieu¹, un certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés, attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L.5212-5 du Code du Travail.
- f. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.Un opérateur économique établi à l'étranger produit un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente dans son pays d'origine ou d'établissement.
- g. Une liste nominative des salariés étrangers employés par l'Entrepreneur et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail. En application de l'article D8254-2 du même code, Cette liste mentionne, pour chaque salarié y figurant : la date d'embauche, la nationalité de l'intéressé, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
Pour les opérateurs économiques établis hors de France uniquement : La déclaration préalable de

¹ Certificat requis pour les entreprises qui occupent au moins 20 salariés - article L5212-1 du Code du Travail

détachement établie en application de l'article R.1263-4 du Code du Travail.

- h. Si le signataire de la déclaration unique de marché européen et de l'Acte d'Engagement n'est pas le représentant légal de l'entreprise attributaire : la délégation de pouvoir ou de signature datée et signée.
- i. Une attestation d'assurance décennale.

En cas de groupement, les documents listés ci-dessus devront impérativement être remis pour chacun des co-traitants.

En cas de sous-traitance déclarée, outre l'acte spécial de sous-traitance, les documents listés ci-dessus devront impérativement être remis pour chacun des sous-traitants présentés.

Le cas échéant, au surplus des documents mentionnés ci-dessus, l'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire, en attendant que le ou les candidats signe(nt) électroniquement le marché.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents est de **5 jours**. A défaut de satisfaire à ses obligations, le candidat suivant dans le classement sera désigné.

Remarques :

Le candidat est informé :

- **Qu'afin de simplifier et sécuriser la remise de ces documents, Seqens met à sa disposition la plateforme en ligne e-Attestations.**
- **Si le candidat retenu est déjà inscrit sur la plateforme, il pourra se connecter avec ses identifiants habituels. Dans le cas contraire, il recevra un courriel de la plateforme e-attestations lui communiquant ses identifiants (à partir de l'adresse support@e-attestations.com).**
- **Aucun des documents listés au présent article ne sera pris en compte s'il est transmis sur support papier.**
- **Que la lettre de notification lui sera transmise par le profil acheteur de Seqens, c'est-à-dire la plate-forme de dématérialisation marchés sécurisés (sauf exception).**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail pour lui via la plateforme e attestations <http://www.e-attestations.com>.

10.2. Mise au point

Il peut être demandé au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché de clarifier les aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre. Cette mise au point sera annexée à l'acte d'engagement.

10.3. Langue

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

11. CONTENTIEUX

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

TGI NANTERRE

179/191 avenue Joliot Curie

92 000 NANTERRE

www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre